



Rapport mensuel de la sécurité alimentaire au Tchad Le 21 février 2003

RESUME

La sécurité alimentaire se dégrade dans la majeure partie des zones structurellement déficitaires (Kanem), dans une partie des départements à vocation rizicole (Doba nord, Tandjilé, et Mayo-Kebbi) et dans certains départements ayant subi une insuffisance pluviométrique et une pression des ennemis de culture (Batha Ouest, Amdam et Abdi). Les perspectives d'une amélioration de la situation alimentaire dans ces zones restent douteuses du fait que le sorgho de décrue (berbéré) n'a pas donné de bons résultats dans les zones productrices de Gounou Gaya, Fianga et Binder (zone soudanienne) et une grande partie de la zone sahélienne. Seul dans le département du Salamat, la production est globalement bonne à l'exception de la sous-préfecture de Mouraye où les sautériaux ont occasionné des dégâts assez sévères. FEWS NET Tchad surveille de près la situation dans ces zones.

La sécurité alimentaire des personnes déplacées ou réfugiées en provenance de la République Centrafricaine a été évoquée par le ministre des affaires étrangères par intérim dans une déclaration adressée le 7 février 2003 au corps diplomatique et consulaire et aux représentants des organisations internationales. Au total ce sont 14.175 personnes qui ont été recensées. La situation alimentaire et sanitaire demeure préoccupante selon une délégation gouvernementale qui a séjourné dans les zones où sont concentrées plusieurs familles.

L'arachide qui est la deuxième culture de rente après le coton ne constitue pas une source de revenu suffisante cette année. La prévision de la production de l'arachide pour la campagne agricole 2002-03 reste nettement inférieure à celle de l'année dernière et aux quatre dernières années. Selon la direction de la statistique agricole (DSA), cette baisse est due aux aléas climatiques, aux maladies et aux ennemis de culture.

Le prix du mil est en baisse par rapport au mois dernier sur les 4 principaux marchés du pays ; ce qui a un impact positif pour les consommateurs qui s'approvisionnent exclusivement sur les marchés

1. Synthèse des missions effectuées dans les différents départements

Suite aux missions de pré-évaluation de la campagne agricole 2002-03 d'octobre dernier, quatre équipes ont été dépêchées sur le terrain par le ministère de l'agriculture avec l'appui de la FAO, du PAM et de FEWS NET à la deuxième quinzaine de janvier 2003 pour vérifier les zones à risque alimentaire ciblées précédemment. Les risques de la sécurité alimentaire sont élevés ou modérés selon les différents cantons des départements. Plusieurs départements ont fait l'objet d'une réévaluation de la sécurité alimentaire de la population par l'équipe en mission dans ces zones.

D'une manière générale la sécurité alimentaire est globalement satisfaisante dans les départements de Sila, Biltine, Batha Est et Assongha. Par contre dans plusieurs villages des sous-préfectures d'Abéché Rurale, Chokoyan, Abdi et Amdam, la situation alimentaire n'est pas critique en ce moment mais sera difficile en période de soudure. Ainsi dans la sous-préfecture d'Abéché Rurale, le canton Bourtail est concerné par des poches d'insécurité alimentaire. Il en est de même pour les cantons Ouadi Hamra dans la sous-préfecture de Chokoyan et de Korio et Abdi dans la sous-préfecture d'Abdi, et dans les cantons de la sous-préfecture d'Amdam.

Compte tenu des semis tardifs, des ennemis de culture et de l'arrêt brusque de la pluie, le mil pénicillaire culture de base dans le département du Batha Ouest n'a pas réussi. Le pâturage n'est disponible que par endroits. La production céréalière de la campagne 2001-02 était bonne seulement dans une partie du département. Le département du Batha Ouest est le plus touché par une insécurité alimentaire élevée. En effet l'approvisionnement des marchés n'est assuré que par les départements voisins selon l'équipe en mission. Le prix du mil a atteint 200 F le kilo contre 115 F en année moyenne. Quelques mouvements des personnes vers les départements voisins et les grandes villes ont été observés. Les cantons de la plupart des sous-préfectures connaîtront des problèmes d'insécurité alimentaire en période de soudure et même bien avant selon la mission.

Les départements structurellement déficitaires sont les départements du Kanem, Bahr El Ghazel et la partie continentale du Lac. Avec la faible pluviométrie de la campagne agricole 2002-03 et les déprédateurs, les récoltes ont été très faibles. Le kilo de mil coûte 250 F contre 140 F en une année moyenne. Cette hausse de prix s'explique aussi par les productions des départements voisins qui sont juste moyennes voire même médiocres comme dans le cas du Batha Ouest, une partie du Chari Baguirmi et du Lac. Quant au département de Hadjer Lamis, des poches d'insécurité alimentaire sont signalés à Karmé et ses environs où le creusage des termitières est observé par l'équipe en mission. La production du berbéré est mauvaise dans plusieurs villages de la sous-préfecture de Massaguet.

Le département du Salamat est connu sous le nom de grenier pour la culture de sorgho de décrue à cause de ses vastes plaines inondables. La production aussi bien pour les cultures pluviales que de contre saison du Salamat sont assez bonnes à l'exception des villages où ont lieu des conflits intercommunautaires (sous-préfecture de Mourraye). Dans le département du Guéra, certains villages des sous-préfectures de Mongo, Mangalmé et Bitkine vont connaître une période de soudure difficile. Il en est de même pour le département de Dababa et Baguirmi. Les principales raisons avancées sur le déficit localisé des céréales sont l'insuffisance de la pluviométrie et les ennemis de cultures. Le berbéré n'a pas donné des bons résultats dans ces derniers départements selon l'équipe envoyée sur le terrain.

The production of rice, small grains (millet and sorghum) and berbéré has been below average. Dans les zones rizicoles plusieurs cantons ou villages producteurs, la production du riz a été mauvaise à cause du déficit pluviométrique et de l'arrêt brusque de la pluie par endroits. Avec l'échec de la culture de riz pour les uns ou le semis échec pour les autres on assiste à des poches d'insécurité alimentaire dans les zones rizicoles. Quelques cantons de la zone soudanienne n'ont pas produit du mil et du sorgho pluvial et sont également à risque à cause de semis tardifs et de l'arrêt brusque de la pluie. Les récoltes de berbéré dans les zones productrices de Gounou Gaya, Fianga et Binder et une partie de Mayo Boneye sont médiocres.

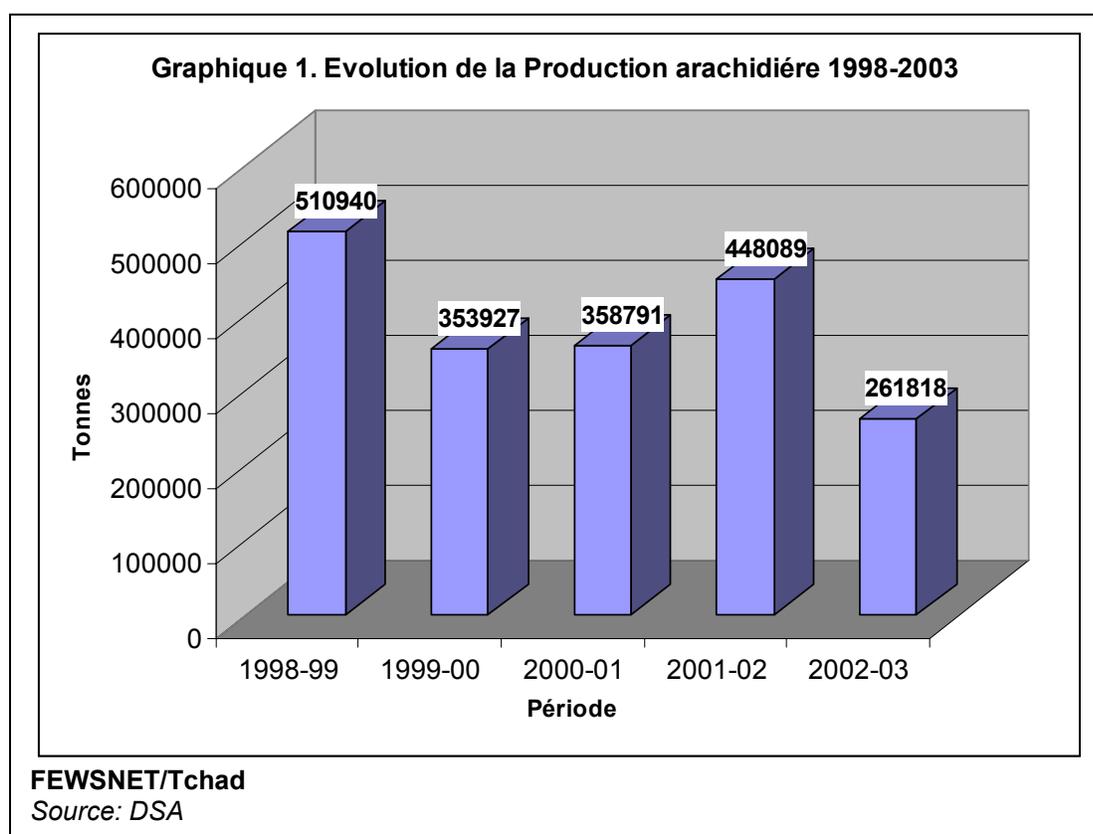
Pour toutes ces missions, les perspectives des zones à risque alimentaire précitées ne sont pas bonnes et que la période de soudure sera difficile. Ainsi, les différentes équipes recommandent que tous les membres du Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion de Crise

(CASAGC) doivent s'impliquer dans le ciblage de ces zones pour une meilleure coordination et réponse en cas d'intervention pré/pendant la période de soudure.

2. Production arachidière 2002-03

L'arachide constitue une culture de rente par excellence dans plusieurs départements des zones sahéniennes et soudaniennes. La campagne arachidière 2002-03 a connu une baisse importante de production par rapport à l'année dernière et aux moyennes des 5 dernières années. Selon les estimations de la direction de la statistique agricole (DSA), la production totale pour le Tchad pour la campagne 2002-03 est de 261 818 tonnes (voir graphique 1). Par rapport à l'année dernière et aux moyennes des 5 dernières années, les baisses sont respectivement de (-41%) et (-32%). Plusieurs facteurs expliquent cette baisse parmi lesquels :

- 1) la mauvaise répartition des pluies;
- 2) l'arrêt brusque de pluie ;
- 3) les ennemis de cultures.



La production de la campagne 2002-03 pour l'arachide est en baisse par rapport à l'année dernière dans toutes les préfectures productrices à l'exception de Mayo Kebbi où elle est en légère hausse. Cette baisse de production a un impact sur le revenu et sur la sécurité alimentaire de ménages. En effet une partie de producteurs d'arachide en une bonne ou moyenne campagne vendent leur produit pour acheter de petits ruminants, satisfaire leur besoin essentiel et acheter des céréales pour les consommer ou les revendre en période de soudure. Compte tenu de la faible production de cette année, le pouvoir d'achat des producteurs d'arachide va diminuer et cela affectera ainsi d'une manière ou d'une autre leur sécurité

alimentaire. Pour les consommateurs également, les prix de l'arachide et de l'huile ont augmenté par rapport à l'année dernière. Sur le marché des chefs lieux des deux plus grandes préfectures productrices de l'arachide (Ouaddaï et Moyen Chari), les prix sont nettement en hausse par rapport à l'année dernière. Sur le marché de Sarh, l'arachide est vendu à 240 F le kilo à la mi-février 03 contre 150 F le kilo l'année dernière à la même période soit une hausse de 60%. Quant au marché d'Abéché, le kilo d'arachide est vendu à 306 F à la mi-février 03 contre 210 à la mi-février 02, soit une augmentation de 46%.

3. Suivi de la situation alimentaire des déplacés et réfugiés de la République Centrafricaine

La situation alimentaire et sanitaire des personnes déplacées et réfugiées de la République Centrafricaine (RCA) vers le Tchad demeure préoccupante selon la délégation gouvernementale qui s'est rendue sur le terrain. Les derniers combats entre les forces gouvernementales centrafricaines et les rebelles du 13 et 14 février 2003 ont accentué l'afflux vers les villes frontalières du Tchad des déplacés. Selon la délégation gouvernementale, au total 14.175 personnes ont été recensées. Leur situation alimentaire et sanitaire demeure précaire selon la délégation. Ils vivent dans des conditions difficiles et sont exposés à des intempéries. Des maladies comme la diarrhée, le paludisme et la rougeole ont été enregistrés selon la délégation.

Les départements les plus touchés par l'afflux des réfugiés et déplacés sont ceux de Barh-Kô et du Logone Oriental qui sont à la frontière avec la République Centrafricaine.

Selon la croix rouge du Tchad (CRT) qui était en mission dans la zone début février, les distributions de 2200 sacs de sorgho et une somme de 10 millions de francs CFA par le Gouvernement aux déplacés sont louables mais insuffisantes vu le nombre de personnes qui va croissant. Médecin sans frontière (MSF) a distribué des tentes, des couvertures et des médicaments. La Chine Taïwan a remis un chèque de 19 millions de francs au Gouvernement tchadien à titre d'aide pour les tchadiens et centrafricains fuyant les combats et se trouvant dans le territoire du Tchad. Ces assistances peuvent améliorer la situation alimentaire des victimes de la guerre en territoire tchadien.

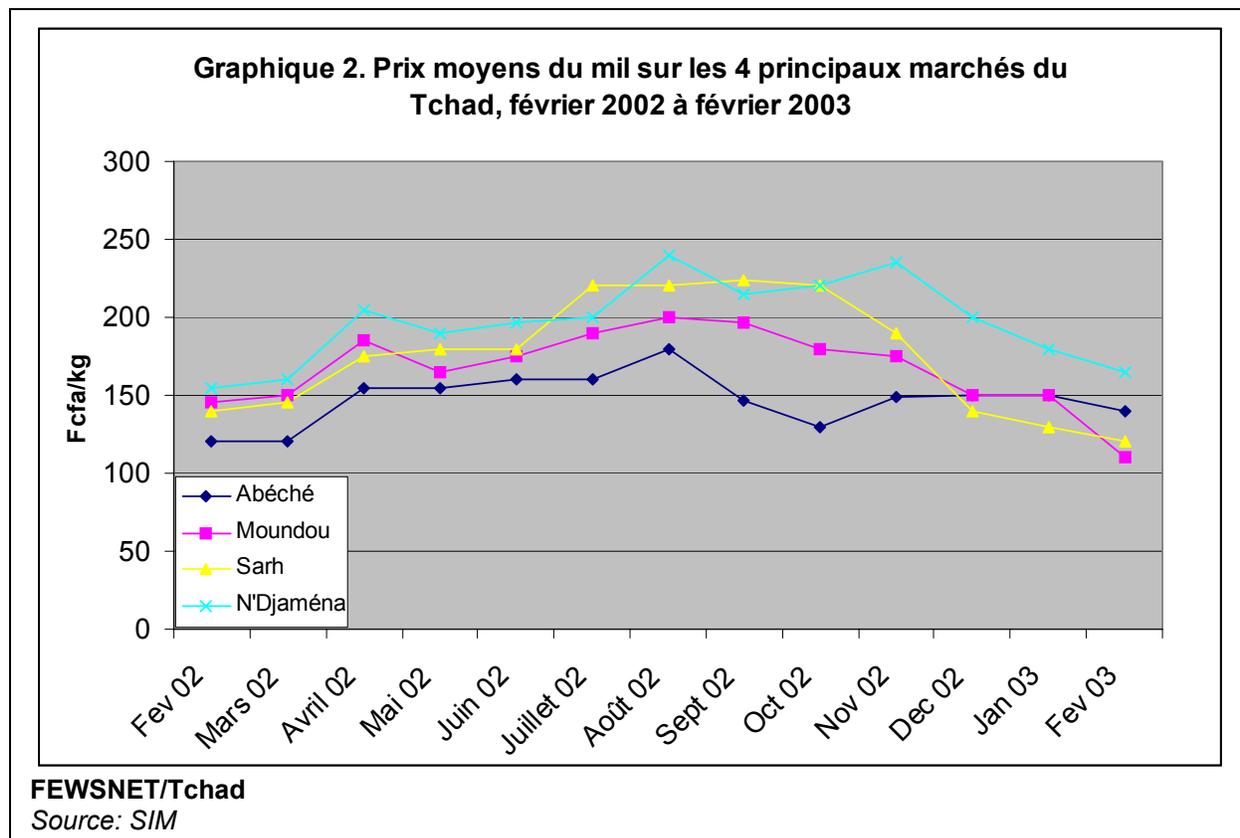
Une réunion d'information organisée par le Comité National des Réfugiés (CONAR) a eu lieu le 20 février 2003 à N'Djaména. Il ressort de cette réunion que le nombre de réfugiés et déplacés continue d'augmenter dans les zones frontalières avec la République Centrafricaine et un plan d'urgence doit être élaboré pour faire face à ce problème.

4. Accessibilité Alimentaire

a) Prix du marché

Les prix moyens du mil en février 2003 connaissent une baisse dans les 4 marchés suivi par FEWS NET par rapport à janvier 2003 (voir graphique 2). Cette baisse est importante à Moundou (27%) par rapport aux trois autres marchés (7 à 8%). Malgré le retour de 10375 tchadiens et le refuge de 3800 Centrafricains dans les localités méridionales, les hostilités à la frontière tchado centrafricaine et le SOS lancé par le gouvernement aux partenaires en développement du Tchad le 7 février 2003 faisant appel à une aide alimentaire d'urgence, la

disponibilité du mil sur les marchés de Moundou et Sarh sont bonnes. Comme l'afflux de ces populations continue de croître, on pourrait s'attendre à une hausse de prix dans les mois à venir à Sarh et à Moundou.



Les résultats des analyses de FEWS NET montrent que les prix actuels du mil sont inférieurs de 24% à Moundou et 14% à Sarh comparés à la même période de l'année dernière. Ils sont inférieurs de 4% à Moundou par rapport à la moyenne des 5 dernières années et sont presque stables à Sarh. Cependant, le problème alimentaire à la frontière avec la RCA est causé beaucoup plus par le conflit armé que par le déficit céréalier de la campagne en cours. La mission gouvernementale a indiqué que les tchadiens ayant fuit les combats et les réfugiés centrafricains n'ont pas de moyens financiers pour accéder à la nourriture et aux médicaments. La situation alimentaire et sanitaire surtout des enfants non accompagnés, des veuves, des handicapés, des aveugles et des femmes enceintes mérite une attention particulière.

Sur le marché d'Abéché le prix du mil actuel est en baisse de 7% par rapport au mois dernier. Il reste élevé par rapport à la même période de l'année dernière (17%) et à la moyenne des cinq dernières années (12%). Cette hausse s'explique par le fait que le département accuse un déficit céréalier de l'ordre de 22.000 tonnes et par la spéculation galopante selon les responsables du département.

b) Termes d'échanges

Sur le marché de N'Djaména, les prix des principales céréales ont diminué entre janvier et février 2003. Par contre, on assiste à une flambée des prix de mouton sur le marché de

N'Djamena, soit 9% par rapport au mois dernier et 20% comparé à la même période l'année dernière, février 2002. Le marché de bétail est marqué par un accroissement de l'offre et des ventes de petits ruminants sur le marché de N'Djaména pour répondre à la demande croissante des N'Djaménois. Cette situation s'explique sans doute par la fête de Tabaski et par le retour attendu des pèlerins et a causé une régression de l'abattage à N'Djamena selon le responsable de l'abattoir frigorifique de Farcha. Par contre les exportations d'animaux tchadiens vers le Nigeria et la RCA régressent sensiblement depuis le début de l'année. Trois raisons expliquent cette baisse : a) la situation de guerre en Côte d'Ivoire ; b) la grève du syndicat National des Commerçants de bétail et bergers du Tchad ; et c) le conflit armé en Centrafrique.

La baisse de 8% sur le prix de mil et la hausse de 9% du prix de mouton à N'Djaména ont nettement amélioré les termes d'échanges entre le mouton et le mil par rapport aux 12 derniers mois (voir graphique 3). L'éleveur vendeur de mouton peut échanger un mouton contre 182 kg de mil pénicillaire soit presque 2 sacs de 100 kg chacun. Ce qui n'a pas été le cas depuis plus d'une année. Etant donné que les prix urbains sont un indicateur utile et économique de la disponibilité générale au Tchad, les prix du mil et du sorgho (denrée de substitution pour le mil) indiquent que les pénuries alimentaires ne sont pas fréquentes. L'amélioration des termes d'échanges indique que le mil est disponible pour les éleveurs vendeurs de mouton qui ont conservé leur pouvoir d'achat. Ces éleveurs peuvent aussi reconstituer leur stock de sécurité en mil pour faire face à la période de soudure.

